

[Via The Conversation](#), par Claude Lelièvre

Le taux d'abstention élevé lors des deux tours de la présidentielle met au premier plan la question de changer le fonctionnement des institutions, voire d'aller vers une Sixième République. Cela devrait induire aussi la question corrélative du fonctionnement de l'école républicaine pour qu'elle forme effectivement des citoyens participant à la vie politique du pays.

À lire aussi : [Comprendre l'abstention des jeunes en cinq questions](#)

Avant même l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu, le « Comité d'évaluation des politiques publiques » a déposé un [important rapport d'information](#), enregistré le 8 mars de cette année à la présidence de l'Assemblée nationale, sur « l'évaluation des politiques publiques en faveur de la citoyenneté ». C'était déjà un véritable cri d'alarme.

Le constat général : « La désaffection des jeunes envers la politique est importante. Elle touche les partis politiques comme les institutions et conduit à relativiser l'importance de la démocratie. Elle se traduit par des pratiques différentes : une abstention en moyenne supérieure de dix points par rapport au reste de la population. Un vote par intermittence »

Le rapport indique une ambition clairement présente dans les programmes du secondaire à partir de 2013 : « une ambition à la citoyenneté qui s'est considérablement développée dans ses thématiques comme dans ses modalités : deux axes essentiels avec [l'enseignement moral et civique](#) (EMC) et [l'éducation aux médias et à l'information](#) (EMI) ; et en parallèle le développement de la démocratie scolaire ». Mais le rapport signale avec force que le « bilan est en deçà des textes : apprentissage du débat évité, transversalité de l'enseignement inexistante, démocratie scolaire rarement effective [...]. Déçus, collégiens et lycéens tendent à se détourner des instances de démocratie scolaire ».

Mode « simultané », mode « mutuel »

L'un des deux facteurs expliquant le bilan décevant de « l'éducation morale et civique » tient donc à « la marginalisation de la démocratie scolaire » selon le rapport. Les travaux de Mme [Géraldine Bozec](#) (citée nommément) dont les recherches portent sur [l'éducation à la citoyenneté](#) et ses effets mettent effectivement en avant que les élèves gardent le sentiment de ne pas être entendus dans l'espace scolaire car les instances participatives développées ces dernières années ne modifient pas les rapports de pouvoir entre adultes et élèves.

À cet égard, il faut bien voir que cet état de fait est l'héritage d'une longue et étrange histoire qui tend à perdurer... Durant toute la première moitié du XIX^e siècle, les deux « modes » pédagogiques qui se disputaient alors le leadership de l'école (à savoir le « mode simultané » des Frères des Écoles chrétiennes, et le « mode mutuel » de la Société pour l'Instruction élémentaire d'obédience

politiquement libérale) considéraient à l'évidence que leur mode d'organisation scolaire devait être homologue au type de société qu'ils souhaitaient et soutenaient.

[...]

La suite à lire sur [**The Conversation**](#)